

**ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES
RETRAITÉ(E)S DES SECTEURS
PUBLIC ET PARAPUBLIC**

ÉTATS FINANCIERS

31 MARS 2022

**ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES RETRAITÉ(E)S
DES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC**

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

ÉTATS FINANCIERS

| | |
|-------------------------------|------|
| Résultats | 3 |
| Évolution des soldes de fonds | 4 |
| Bilan | 5 |
| Flux de trésorerie | 6 |
| Notes aux états financiers | 7-11 |

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres de
Association québécoise des retraité(e)s
des secteurs public et parapublic

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Association québécoise des retraité(e)s des secteurs public et parapublic, qui comprennent le bilan au 31 mars 2022 et les états des résultats, de l'évolution des soldes de fonds et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date ainsi que les notes et annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Association québécoise des retraité(e)s des secteurs public et parapublic au 31 mars 2022 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

*Blair Julien Patrin**

Société de comptables professionnels agréés

Québec, le 18 mai 2022

* CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A121223

RÉSULTATS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

| | | | | | <u>2022</u> | <u>2021</u> |
|---|--|---|---|--|------------------|-------------------|
| | <u>Fonds d'exploit- tation</u> | <u>Fonds d'aide en défense des droits</u> | <u>Fonds de dévelop- pement</u> | <u>Fonds d'immobi- lisations</u> | <u>Total</u> | <u>Total</u> |
| PRODUITS | | | | | | |
| Cotisations des membres | 1 767 874 \$ | - | - | - | 1 767 874 \$ | 1 733 362 \$ |
| Partenaires financiers | 478 691 | - | - | - | 478 691 | 479 272 |
| Contributions du fonds de développement | - | - | 28 675 | - | 28 675 | 2 862 |
| Activités régionales | 88 658 | - | - | - | 88 658 | 5 131 |
| Activités provinciales | 15 193 | - | - | - | 15 193 | 9 270 |
| Revenus publicitaires | 38 722 | - | - | - | 38 722 | 37 985 |
| Intérêts | 5 082 | - | - | - | 5 082 | 5 771 |
| | <u>2 394 220</u> | <u>-</u> | <u>28 675</u> | <u>-</u> | <u>2 422 895</u> | <u>2 273 653</u> |
| CHARGES | | | | | | |
| Salaires et charges sociales | 807 385 | - | - | - | 807 385 | 812 762 |
| Activités régionales | 422 656 | - | - | - | 422 656 | 253 381 |
| Assemblée générale | 5 892 | - | - | - | 5 892 | 10 515 |
| Promotion | 143 866 | - | - | - | 143 866 | 122 495 |
| Programmes | 104 670 | - | 28 675 | - | 133 345 | 118 075 |
| Comités | 54 595 | - | - | - | 54 595 | 4 259 |
| Télécommunications | 35 950 | - | - | - | 35 950 | 31 628 |
| Journal "Reflets" | 259 290 | - | - | - | 259 290 | 251 545 |
| Service à la clientèle | 103 577 | - | - | - | 103 577 | 25 730 |
| Frais de fonctionnement | 210 507 | 70 905 | - | - | 281 412 | 208 338 |
| Loyer | 127 680 | - | - | - | 127 680 | 124 554 |
| Amortissement des immobilisations | - | - | - | 30 892 | 30 892 | 32 046 |
| | <u>2 276 068</u> | <u>70 905</u> | <u>28 675</u> | <u>30 892</u> | <u>2 406 540</u> | <u>1 995 328</u> |
| EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES | | | | | | |
| | <u>118 152 \$</u> | <u>(70 905) \$</u> | <u>- \$</u> | <u>(30 892) \$</u> | <u>16 355 \$</u> | <u>278 325 \$</u> |

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES RETRAITÉ(E)S
DES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC

4

ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

| | | | | <u>2022</u> | <u>2021</u> |
|---|--|---|--|---------------------|---------------------|
| | <u>Fonds d'exploit- tation</u> | <u>Fonds d'aide en défense des droits</u> | <u>Fonds d'immobi- lisations</u> | <u>Total</u> | <u>Total</u> |
| SOLDES AU DÉBUT | 1 275 859 \$ | 150 000 \$ | 98 525 \$ | 1 524 384 \$ | 1 246 059 \$ |
| EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES | 118 152 | (70 905) | (30 892) | 16 355 | 278 325 |
| VIREMENT INTERFONDS (note 2) | (70 905) | 70 905 | - | - | - |
| ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS | <u>(14 188)</u> | <u>-</u> | <u>14 188</u> | <u>-</u> | <u>-</u> |
| SOLDES À LA FIN | <u>1 308 918 \$</u> | <u>150 000 \$</u> | <u>81 821 \$</u> | <u>1 540 739 \$</u> | <u>1 524 384 \$</u> |

BILAN
AU 31 MARS

| | | | | | <u>2022</u> | <u>2021</u> |
|--------------------------------------|---------------------------------------|---|---|--|----------------------------|----------------------------|
| | <u>Fonds d'exploit- ation</u> | <u>Fonds d'aide en défense des droits</u> | <u>Fonds de dévelop- pement</u> | <u>Fonds d'immobi- lisations</u> | <u>Total</u> | <u>Total</u> |
| ACTIF | | | | | | |
| ACTIF À COURT TERME | | | | | | |
| Encaisse | 1 906 325 \$ | - | 4 157 942 \$ | - | 6 064 267 \$ | 4 068 373 \$ |
| Placements à court terme (note 3) | 267 972 | 150 000 | - | - | 417 972 | 416 137 |
| Débiteurs | 50 768 | - | - | - | 50 768 | 77 748 |
| Intérêts à recevoir | 435 | - | - | - | 435 | 735 |
| Frais payés d'avance | 55 032 | - | - | - | 55 032 | 51 081 |
| | <u>2 280 532</u> | <u>150 000</u> | <u>4 157 942</u> | <u>-</u> | <u>6 588 474</u> | <u>4 614 074</u> |
| IMMOBILISATIONS (note 4) | <u>-</u> | <u>-</u> | <u>-</u> | <u>81 821</u> | <u>81 821</u> | <u>98 525</u> |
| | <u><u>2 280 532</u></u> \$ | <u><u>150 000</u></u> \$ | <u><u>4 157 942</u></u> \$ | <u><u>81 821</u></u> \$ | <u><u>6 670 295</u></u> \$ | <u><u>4 712 599</u></u> \$ |
| PASSIF | | | | | | |
| PASSIF À COURT TERME | | | | | | |
| Créditeurs (note 5) | 203 745 \$ | - | - | - | 203 745 \$ | 227 635 \$ |
| Produits reportés (note 6) | 767 869 | - | 4 157 942 | - | 4 925 811 | 2 960 580 |
| | 971 614 | - | 4 157 942 | - | 5 129 556 | 3 188 215 |
| SOLDES DE FONDS | <u>1 308 918</u> | <u>150 000</u> | <u>-</u> | <u>81 821</u> | <u>1 540 739</u> | <u>1 524 384</u> |
| | <u><u>2 280 532</u></u> \$ | <u><u>150 000</u></u> \$ | <u><u>4 157 942</u></u> \$ | <u><u>81 821</u></u> \$ | <u><u>6 670 295</u></u> \$ | <u><u>4 712 599</u></u> \$ |

ENGAGEMENTS (note 7)

AU NOM DU CONSEIL

_____, administrateur

_____, administrateur

ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES RETRAITÉ(E)S
DES SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC

6

FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

| | <u>2022</u> | <u>2021</u> |
|---|---------------------|---------------------|
| ACTIVITÉS D'EXPLOITATION | | |
| Excédent des produits sur les charges | 16 355 \$ | 278 325 \$ |
| Ajustement | | |
| Amortissement des immobilisations | <u>30 892</u> | <u>32 046</u> |
| | 47 247 | 310 371 |
| Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement | <u>1 964 670</u> | <u>1 924 605</u> |
| | <u>2 011 917</u> | <u>2 234 976</u> |
| ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT | | |
| Variation nette des placements à court terme | (1 835) | (3 010) |
| Acquisition d'immobilisations | <u>(14 188)</u> | <u>(28 886)</u> |
| | <u>(16 023)</u> | <u>(31 896)</u> |
| VARIATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE | 1 995 894 | 2 203 080 |
| TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT | <u>4 068 373</u> | <u>1 865 293</u> |
| TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN | <u>6 064 267 \$</u> | <u>4 068 373 \$</u> |

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2022

1- STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

La corporation, constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies du Québec*, groupe en association les retraités et les retraitées des secteurs public et parapublic en vue de la défense de leurs intérêts et droits. La corporation est un organisme sans but lucratif au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et est donc exemptée d'impôt.

2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif (NCOSBL) et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

Comptabilité par fonds

Fonds d'exploitation

Le fonds d'exploitation rend compte des activités menées par la corporation en matière de prestation de services et d'administration.

Fonds d'aide en défense des droits

Le fonds d'aide en défense des droits, constitué à même des virements du fonds d'exploitation, a été créé dans le but d'apporter une aide financière pour la défense des droits des membres. Les intérêts gagnés sur les placements sont comptabilisés comme produits du fonds d'exploitation. Au cours de l'exercice, le conseil d'administration a décidé de transférer un montant de 70 905 \$ du fonds d'exploitation au fonds d'aide en défense des droits afin de maintenir le solde de ce fonds à 150 000 \$.

Fonds de développement

Le fonds de développement, constitué à même des contributions d'un partenaire, a été créé dans le but de doter la corporation de moyens additionnels de développement des intérêts sociaux-économiques de ses membres et de promouvoir et d'appuyer divers projets. Les intérêts gagnés sur l'encaisse sont ajoutés aux produits reportés de ce fonds.

Fonds d'immobilisations

Le fonds d'immobilisations présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux immobilisations.

Comptabilisation des produits

Les contributions au fonds de développement sont comptabilisées à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Les revenus de placements sont comptabilisés à titre de produits lorsqu'ils sont gagnés.

Les cotisations des membres, les revenus de partenaires financiers et les autres revenus sont comptabilisés à titre de produits de l'exercice où ils sont gagnés.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2022

2- PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

La corporation évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations qui ne sont pas conclues dans des conditions de concurrence normale.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des placements à court terme, des débiteurs et des intérêts à recevoir.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des crédateurs.

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé au résultat net. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée au résultat net.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les apports reçus sous forme d'immobilisations sont comptabilisés à la juste valeur à la date de l'apport. Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon les méthodes, la durée et les taux suivants :

Méthode de l'amortissement dégressif

| | |
|------------------------|------|
| Mobilier et équipement | 20 % |
| Matériel informatique | 30 % |

Méthode de l'amortissement linéaire

| | |
|-------------------------|--------|
| Améliorations locatives | 10 ans |
|-------------------------|--------|

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les fonds de caisses, les soldes bancaires et découverts bancaires, dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible ainsi que les placements, dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition, sont considérés comme des éléments de trésorerie et équivalents de trésorerie.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2022

| 3- PLACEMENTS À COURT TERME | <u>2022</u> | <u>2021</u> |
|---|-------------------|-------------------|
| Fonds d'exploitation | | |
| Dépôts à terme, 0,25 % à 0,4 %, échéant de juillet à octobre 2022 | 173 106 \$ | 172 269 \$ |
| Fonds d'exploitation et fonds d'aide en défense des droits | | |
| Épargne Flexi-Plus de Placements Québec | <u>243 868</u> | <u>243 868</u> |
| | <u>417 972 \$</u> | <u>416 137 \$</u> |

| 4- IMMOBILISATIONS | <u>2022</u> | | <u>2021</u> | |
|-------------------------|-------------------|------------------------------|------------------|------------------|
| | Coût | Amortis- sement cumulé | Valeur nette | Valeur nette |
| Mobilier et équipement | 151 031 \$ | 136 449 \$ | 14 582 \$ | 14 909 \$ |
| Matériel informatique | 403 310 | 347 674 | 55 636 | 65 834 |
| Améliorations locatives | <u>117 167</u> | <u>105 564</u> | <u>11 603</u> | <u>17 782</u> |
| | <u>671 508 \$</u> | <u>589 687 \$</u> | <u>81 821 \$</u> | <u>98 525 \$</u> |

| 5- CRÉDITEURS | <u>2022</u> | <u>2021</u> |
|------------------------------|-------------------|-------------------|
| Fournisseurs et frais courus | 49 649 \$ | 79 552 \$ |
| Salaires et vacances à payer | <u>154 096</u> | <u>148 083</u> |
| | <u>203 745 \$</u> | <u>227 635 \$</u> |

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2022

6- PRODUITS REPORTÉS

Les produits reportés présentés dans le fonds d'exploitation et le fonds de développement sont destinés à couvrir les charges des exercices subséquents.

| | 2022 | | | 2021 | |
|---|---------------------|---------------------------------------|---|---------------------|---------------------|
| | Solde au début | Montants reçus au cours de l'exercice | Montants comptabilisés à titre de produits au cours de l'exercice | Solde à la fin | Solde à la fin |
| Cotisations des membres | 644 784 \$ | 1 890 959 \$ | (1 767 874) \$ | 767 869 \$ | 644 784 \$ |
| Contributions au fonds de développement | <u>2 315 796</u> | <u>1 870 821</u> | <u>(28 675)</u> | <u>4 157 942</u> | <u>2 315 796</u> |
| | <u>2 960 580 \$</u> | <u>3 761 780 \$</u> | <u>(1 796 549) \$</u> | <u>4 925 811 \$</u> | <u>2 960 580 \$</u> |

7- ENGAGEMENTS

En vertu de contrats de location-exploitation échéant de août 2022 à décembre 2025, les loyers minimums futurs exigibles totalisent 536 917 \$ et se répartissent comme suit pour les quatre prochains exercices :

| | |
|------|------------|
| 2023 | 156 045 \$ |
| 2024 | 149 691 |
| 2025 | 141 968 |
| 2026 | 89 213 |

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
AU 31 MARS 2022

8- INSTRUMENTS FINANCIERS

La corporation, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques, sans pour autant être exposée à des concentrations de risque. Les principaux sont détaillés ci-après.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. La corporation est exposée à ce risque principalement à l'égard des créiteurs. La corporation considère qu'elle dispose de facilités de crédit suffisantes afin de s'assurer d'avoir des fonds suffisants pour répondre à ses besoins financiers courants et à plus long terme, et ce, à coût raisonnable.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour la corporation sont liés aux débiteurs.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix autre. La corporation est principalement exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché. La corporation est exposée au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne les instruments financiers à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable. Vu la composition actuelle des placements, les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent la corporation à un risque de juste valeur.

La corporation gère son portefeuille de placements en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus d'intérêts.